

COMMUNIQUE DE PRESSE

142ème Conseil d'Administration de la BOAD : 162,339 milliards FCFA de nouveaux engagements en faveur des économies de la zone UEMOA

Lomé, le 27 juin 2024. Le Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) s'est réuni sous format hybride pour sa 142ème session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Serge EKUE, Président du Conseil d'Administration, Président de la BOAD.

Après avoir approuvé le procès-verbal de la 141^{ème} réunion, tenue le 25 mars 2024 à Dakar au Sénégal sous format hybride, le Conseil a porté un avis favorable sur l'état de recouvrement des créances sur prêts de l'institution au 31 mai 2024.

Par ailleurs, les administrateurs ont approuvé neuf (09) nouvelles opérations pour un montant global de 162,339 milliards FCFA, portant à 8 723,7 milliards FCFA le total des engagements de la BOAD à date (toutes opérations confondues), depuis le démarrage de ses activités opérationnelles en 1976.

Les prêts approuvés concernent le financement partiel des projets, ci-après :

 Mise en place d'une ligne de refinancement en faveur de la Banque Sahélo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce Côte d'Ivoire (BSIC CI). Ce concours permettra à la BSIC CI d'accroitre son activité de financement à moyen terme de projets d'investissements productifs en faveur des PME/PMI et de consolider son développement tout en contribuant à la croissance de l'économie nationale.

Montant de l'opération : 10 milliards FCFA.

• Prise de participation de la BOAD au Fonds I&P AFRIQUE ENTREPRENEURS 3 (IPAE 3). L'objectif visé est de renforcer le Fonds en vue de la réalisation d'investissements dans les PME en Afrique subsaharienne, notamment en Afrique de l'Ouest et à Madagascar.

Montant de l'opération : 5 milliards FCFA.

Impact projeté : 15 à 17 PME financés, 9 5 000 emplois maintenus ou créés.

• Prise de participation de la BOAD au capital du Fonds de développement de projets de l'Alliance pour l'Infrastructure Verte en Afrique (AGIA-PD). Cette opération permettra de combler le déficit d'infrastructures en Afrique, d'attirer un flux important de capitaux de tiers pour financer les infrastructures africaines en les rendant plus vertes et, soutenir la transition vers le Net-Zéro.

Montant de l'opération : 9,839 milliards FCFA.

Impact projeté : 100 projets d'infrastructures financés, (b) + 1 160 MW installées (énergie renouvelable, 1 060 kV de lignes de transport d'énergie renouvelable installées, (c) 260 000 m³/j d'eau potable produite, (c) 3 557 012 TC02/an évitées.

• Deuxième phase du Projet de Transformation Agroalimentaire du Togo (PTA-Togo). Ce projet dont l'objectif est de favoriser une croissance agricole inclusive créatrice d'emplois, réduire les importations alimentaires de la zone et promouvoir l'investissement privé dans les filières ciblées (riz, maïs, soja, sésame, poulet de chair et noix de cajou), permettra également de renforcer les capacités des acteurs des filières agro-industrielles prioritaires.

Montant de l'opération : 30 milliards FCFA.

Impact projeté : 800 000 bénéficiaires dont 50% de femmes, 3 10 000 personnes auront accès à une source d'eau et 3 10 000 autres à l'électricité.

 Phase 2 du Projet de Valorisation des eaux pour le développement des Chaînes de Valeur (PROVALE-CV2), en République du Sénégal. Le projet, pour contribuer à une croissance économique inclusive et durable de la zone, axera son action sur la restauration de la fertilité des sols, l'accroissement des productions agricoles, animales et aquacoles, ainsi que les revenus des bénéficiaires.

Montant de l'opération : 25 milliards FCFA.

Impact projeté : 33 000 emplois indirects et 17 000 emplois directs créés dont 60% de femmes et 30% de jeunes.

• Aménagement et bitumage de la route Tchaasémondè – Gandé - Agbang, en République togolaise. La mise en œuvre du projet permettra d'assurer le désenclavement de la zone afin de faciliter les échanges économiques, sociaux et culturels aux niveaux national et sous-régional.

Montant de l'opération : 30 milliards FCFA.

Impact projeté : (a) création de plus de 4 200 emplois directs et indirects et (b) une diminution de 80% des accidents sur le tronçon.

• Construction et exploitation d'une centrale solaire photovoltaïque de 52 MWc à Sokhoro, en Côte d'Ivoire, par la société FERKE SOLAR SA. Cet ouvrage contribuera à la fourniture d'une meilleure couverture de la demande en électricité, fournissant ainsi un accès à près de 370 habitants et à l'accroissement de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique.

Montant de l'opération : 15,5 milliards FCFA.

Impact projeté: accès renforcé à l'électricité pour 370 000 habitants, réduction des émissions de gaz à effet de serre de 39 000 tonnes par an, plus de 840 emplois directs et indirects.

• Construction d'un terminal de stockage et d'emplissage de Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL) dans le port de Bargny-Sendou au Sénégal par la société TERANGAZ SA. Cet ouvrage contribuera au renforcement des capacités de stockage et à l'amélioration de l'accès au gaz butane aux ménages, au Sénégal et dans la sous-région par la mise en place d'une capacité de stockage additionnelle d'environ 13 000 m³ (7 000T) et une capacité d'emplissage additionnelle de 150 000 T de gaz par an.

Montant de l'opération : 7 milliards FCFA.

Impact projeté: près de 400 emplois créés et la protection du couvert végétal, le gaz se substituant au charbon de bois et au bois de chauffe.

• Construction et équipement de trois (03) lycées techniques professionnels à Natitingou, Lokossa et Bohicon, en République du Bénin. Le projet vise la contribution à l'augmentation de l'offre en formation technique et professionnelle, au renforcement de la qualité de l'enseignement et le pilotage de l'enseignement et de la formation technique professionnelle.

Montant de l'opération : 30 milliards FCFA.

Impact projeté : 200 jeunes formés par an aux métiers du BTP, de l'énergie et du numérique, environ 18 000 diplômés insérés d'ici 2050.

Le Conseil a également approuvé :

- L'acceptation du don d'un terrain de 1 hectare à la BOAD par la Mairie d'Aného au TOGO.
- Le Rapport annuel RSE 2023.

Enfin, le Conseil a pris note des dossiers suivants, inscrits pour information :

- Note d'information au Conseil d'Administration sur les conclusions de l'évaluation à mi-parcours du Plan Djoliba 2021-2025.
- Bilan des réalisations à mi-parcours des prévisions financières de l'exercice 2024.
- Compte-rendu de la réunion ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA tenue le 28 mars 2023 à Dakar, en République du Sénégal.

En clôturant les travaux, le Président du Conseil d'Administration, M. Serge EKUE a remercié, les autorités togolaises ainsi que l'ensemble des équipes techniques pour toutes les dispositions prises en vue de la tenue de cette session dans les meilleures conditions.

Pour plus d'informations

Département de la Communication et des Relations Publiques

S + 228 22 23 25 65 / **S** + 228 99 99 32 15